

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«L'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999 était un modèle des nouvelles guerres de conquête»

«Interventions humanitaires» – prétexte pour le stationnement de troupes américaines

Interview de Živadin Jovanovic, ancien ministre des Affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie, aujourd'hui président du Belgrade Forum for a World of Equals



Živadin Jovanovic (photo ev)

Horizons et débats: Monsieur Jovanovic, pourriez-vous vous présenter brièvement pour nos lecteurs et dire quelques mots sur votre personne et votre carrière?

Živadin Jovanovic: En 1961, j'ai terminé mes études à la faculté de droit de l'Université de Belgrade, de 1961 à 1964 j'étais dans l'administration du district de la ville de Novi Belgrade; de 1964 à 2000 j'ai servi dans le service diplomatique de la République fédérative socialiste de Yougoslavie (à partir de 1992 République fédérale de Yougoslavie, de 1988 à 1993 j'étais ambassadeur à Luanda/Angola, de 1995 à 1998 ministre des Affaires étrangères suppléant et de 1998 à 2000 ministre des Affaires étrangères). De 1996 à 2002 j'étais vice-président du parti socialiste de la Serbie pour les affaires étrangères; en 1996 membre du Parlement serbe et en 2000 du Parlement de la République fédérale de Yougoslavie. Les livres que j'ai écrits sont «The Bridges» (2002); «Abolishing the State» (2003); «The Kosovo Mirror» (2006).

Après avoir quitté le ministère des Affaires étrangères en 2000, vous vous êtes joint au «Belgrade Forum for a World of Equals». Actuellement vous êtes le président de cette association. Quels sont vos axes essentiels? Les axes essentiels du Forum sont la contribution à encourager la paix, la tolérance et la collaboration sur la base de l'égalité parmi les individus, les nations et les Etats. Nous nous engageons pour le respect total du droit international, des principes de base des relations internationales et du rôle des Nations Unies. Le recours à la violence ou la menace de l'utiliser ne sont pas des moyens appropriés pour la solution de problèmes internationaux. Nous sommes d'avis qu'il n'existe pas de guerres ou d'interventions «humanitaires». Toutes les agressions, commencé par l'agression de l'OTAN contre la Serbie (RFY) de 1999 jusqu'à aujourd'hui, étaient, indépendamment des déclarations formelles et officielles, des guerres de conquête, quelques-unes menées pour des raisons géostratégiques d'autres pour le profit économique. Nous encourageons les droits de l'homme dans leur totalité selon la Charte de l'ONU – y compris les droits sociaux, économiques et culturels et les droits à la santé, au travail et d'autres droits humains.

Nous essayons d'atteindre nos objectifs par le moyen de débats publics, de conférences,

«Au sens plus large, il faut considérer que l'agression de l'OTAN a marqué un changement stratégique dans l'essence de l'Alliance: Elle a abandonné sa politique de défense et a introduit une politique offensive (agressive), tout en s'autorisant elle-même à intervenir à tout moment sur chaque point du globe. L'ONU, notamment le Conseil de sécurité, ont été court-circuités et le droit international et la justice violés.»

de tables rondes, de séminaires à l'échelle nationale et internationale. Le forum coopère avec des associations qui poursuivent des objectifs semblables – en Serbie, dans la région et au niveau mondial.

Nous avons vu quelques livres très intéressants, édités par le Belgrade Forum. Comment faites-vous pour maintenir votre activité éditrice?

Le Forum a publié environ 70 livres sur des thèmes divers, nationaux et internationaux, sur la politique du développement dans les conditions de crise, sur le statut du Kosovo et Métochie et sur le tribunal de la Haye concernant la politique de l'OTAN au Balkan, sur la politique étrangère de la Serbie, sur le terrorisme international et sur le rôle des intellectuels. Certains de nos livres ont été diffusés dans un grand nombre de pays sur tous les continents. Il y a par exemple l'ouvrage «Nato Aggression – the Twilight of the West». Suite au manque de moyens financiers, il n'y a malheureusement que peu de nos livres qui ont paru en d'autres langues.

Seul ce dernier mois nous avons publié trois nouveaux livres – l'un est dédié au grand philosophe serbe et membre de l'Académie, Mihailo Marcovic, qui a été un des co-fondateurs du Belgrade Forum; le deuxième porte le titre «De Nuremberg à La Haye» et le troisième «De l'agression à la sécession». La présentation des livres dans différentes villes de la Serbie a eu un succès considérable.

Toutes nos activités, l'écriture et les publications, reposent sur le travail bénévole. Nous n'avons jamais eu et n'avons toujours personne qui est rémunérée dans le cadre du Forum. Des cotisations de membres et des dons, avant tout de la diaspora serbe, sont les recettes principales du Forum.

Vous avez mentionné l'encouragement à la paix comme l'une de vos affaires principales. Mais les peuples de votre région ont été les victimes de guerres au cours de la dernière décennie du XX^e siècle.

C'est vrai. Les peuples de l'ex-Yougoslavie ont énormément souffert, d'abord lors des guerres civiles en Bosnie et en Croatie (de 1992 à 1995), puis suite à l'agression de l'OTAN (1999), suite aux sanctions et à l'isolement etc. Une grande partie de ces populations souffrent encore aujourd'hui. Pensez par exemple à la vie de presque un demi-million de réfugiés et d'expatriés qui vivent unique-

* «De Nuremberg à La Haye»
ISBN 978-86-83965-7-3 [en serbe]
«De l'agression à la sécession»
ISBN 978-86-83965-9-7 [en serbe]

ment en Serbie, auxquels on ne permet pas de retourner dans leurs maisons en Croatie ou au Kosovo et Métochie. Les conséquences sont toujours douloureuses et le seront encore loin dans l'avenir. Que dire des conséquences des bombes à sous-munitions et des projectiles à l'uranium appauvri que l'OTAN a utilisés en 1999 et qui font encore de nombreuses victimes et le feront encore pendant des siècles. L'histoire apportera la preuve que les peuples d'ex-Yougoslavie ont été les victimes de la conception du Nouvel ordre mondial qui repose en réalité sur le pouvoir et l'exploitation.

Pensez-vous que ce ne sont pas des facteurs locaux mais des facteurs venant de l'étranger qui sont responsables de la fragmentation de la Yougoslavie?

On ne doit pas laisser de côté l'influence des populations locales, ils portent évidemment leur responsabilité de ne pas s'être prêtés à un compromis. Mais les analyses dominantes semblent ne pas donner assez d'attention au rôle négatif des facteurs externes. Nous avons aujourd'hui suffisamment de preuves que certaines puissances européennes avaient déjà des projets en 1976 et 1977 comment le territoire de la République fédérative socialiste de Yougoslavie devait être «réorganisé» en d'autres termes, comment la départir ou la démanteler pour qu'elle serve leurs propres intérêts.

Après la mort de Tito on a encouragé le nationalisme et le séparatisme dans différentes Républiques yougoslaves, mais aussi le séparatisme et le terrorisme dans la province serbe de Kosovo et Métochie, politiquement, financièrement, et avec la logistique et la propagande. Plus tard certains puissants pays étaient mêlés à des guerres civiles en soutenant un côté contre l'autre. Ces pays ont soutenu presque ouvertement la séparation de la Slovaquie et de la Croatie et ont même ravitaillé en armes la Croatie et la Bosnie, même pendant l'embargo de l'ONU et ils ont encouragé et facilité l'entrée de mercenaires, dont des Moudjahidin. De l'autre côté, la Serbie et le Monténégro ont été isolés, sanctionnés et stigmatisés. On les a traités comme s'ils étaient les seuls responsables de la guerre civile. Cela ne repose pas sur des faits et n'était pas propice à éteindre le feu.

Les conséquences?
Au lieu d'un Etat, il y en a maintenant six qui ne sont pas solides économiquement, des Etats marionnettes, et un septième qui sera créé prochainement. 18 gouvernements¹, six armées, six services diplomatiques etc. La dette extérieure, en 1990 pour toute la RFSY de 13,5 milliards, a augmenté pour les six républiques ex-yougoslaves jusqu'en 2012 à

environ 200 milliards d'euros! Quelques-uns parmi eux sont devenus totalement dépendants du point de vue financier. A qui a profité tout cela? Jusqu'en 1990, il n'y avait dans la région pas une seule base militaire étrangère. Aujourd'hui, il existe une série de bases militaires étrangères, avant tout des Etats-Unis, dont Camp Bondsteel est la plus grande d'Europe.² Pour quoi faire? Pour servir qui? Presque 18 ans après les Accords de Dayton, la Bosnie n'est toujours pas en état de fonctionner; l'ancienne République yougoslave de Macédoine (FYROM, Former Yugoslav Republic of Macedonia) n'est pas en état de fonctionner, dix ans après les Accords cadre d'Ohrid et continue à être confrontée à des divisions et des tensions ethniques profondes.

«C'était une démonstration du pouvoir des Etats-Unis en Europe, l'expansion vers l'Est, une justification pour les dépenses de l'OTAN, même après la dissolution du Pacte de Varsovie, et un précurseur pour des interventions futures (Afghanistan, Irak, Libye).»

14 ans après la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, le statut du Kosovo et Métochie est toujours sans solution. Sali Berisha de Tirana et Hashim Thaci de Pristina plaident publiquement pour la création d'une soi-disant Grande Albanie. D'autres problèmes brûlants tel le chômage entre 30% et 70%, la pauvreté, des centaines de milliers de réfugiés et d'expatriés, la criminalité organisée internationale, dont le fond de commerce sont les organes humains, les drogues, les armes et les immigrants, donnent une image sombre et d'insécurité de la Yougoslavie.

Qui a donc réellement profité de la fragmentation de la Yougoslavie?

Vous avez mentionné l'intervention de l'OTAN. Comment la voyez-vous après 14 ans?

Mon opinion n'a pas changé. C'était illégal, criminel et une attaque immorale contre

«C'était une guerre octroyée et dirigée par une puissance extra-européenne avec la conséquence qu'elle restera pour longtemps sur le sol européen.»

un Etat européen souverain. Illégal car elle a violé tous les principes fondamentaux du droit international, également de la Charte de l'ONU, de l'Accord d'Helsinki et de beaucoup d'autres conventions internationales. Elle a été exécutée sans mandat du Conseil de sécurité. Criminel aussi parce qu'elle s'est

«Jovanovic: «L'agression de l'OTAN ...»

suite de la page 1

dirigée avant tout contre les populations et l'infrastructure civiles et que des armes interdites, par exemple des armes chimiques, des bombes à sous-munitions et des projectiles à l'uranium appauvri ont été utilisées. Immoral parce qu'elle a été basée sur de faux prétextes et des mensonges. Les dirigeants de l'OTAN sont responsables avant tout du meurtre d'environ 4000 personnes et d'environ 10 000 blessés, dont deux tiers des civils. Les dommages matériels directs s'élèvent à 100 milliards de dollars. L'agression de l'OTAN n'a pas apporté de solutions mais créé beaucoup de nouveaux problèmes. Elle a été une guerre de conquête et non pas une «intervention humanitaire».

Pourriez-vous préciser?

J'ai déjà mentionné quelques-unes des conséquences directes. Au sens plus large, il faut considérer que l'agression de l'OTAN a marqué un changement stratégique dans l'essence de l'Alliance: Elle a abandonné sa politique de défense et a introduit une politique offensive (agressive), tout en s'autorisant elle-même à intervenir à tout moment sur chaque point du globe. L'ONU, notamment le Conseil de sécurité, ont été court-circuités et le droit international et la justice violés.³

C'était la première guerre longuement préparée sur sol européen depuis la Seconde Guerre mondiale. C'était une démonstration du pouvoir des Etats-Unis en Europe, l'expansion vers l'Est, une justification pour les dépenses de l'OTAN, même après la dissolution du Pacte de Varsovie, et un précurseur pour des interventions futures (Afghanistan, Irak, Libye).

C'était une guerre octroyée et dirigée par une puissance extra-européenne avec la conséquence qu'elle restera pour longtemps sur le sol européen.

L'agression a aussi marqué un changement stratégique de la politique allemande depuis la Seconde Guerre mondiale. En participant activement à l'agression de l'OTAN contre la Serbie, l'Allemagne s'est écartée de sa propre Constitution et a ouvert tout grand la porte pour faciliter la militarisation et pour pouvoir jouer un rôle dans les combats bien loin de son propre territoire.

«La Serbie, un petit pays qui aime la paix qui n'a ni une histoire impériale, ni des ambitions impériales, devrait à notre avis rester aujourd'hui un pays neutre, à l'instar de la Suisse.»

Aujourd'hui nous avons sur le sol européen plus de bases militaires qu'à l'apogée de la guerre froide. Après l'agression de l'OTAN contre la Serbie les bases militaires ont commencé à pousser partout. Comment s'expliquer la propagation de la démocratie et en même temps la propagation de bases militaires? Je n'ai jusqu'à présent pas trouvé d'explication convaincante. Il me semble que là quelque chose n'est pas en ordre.

Quel est votre avis concernant l'avenir de la Bosnie?

La Bosnie Herzégovine comme une des six républiques de la RFSY, était basée sur l'égalité constitutionnelle de trois peuples ayant chacun le droit de veto – les Musulmans, les Serbes et les Croates. C'est la raison pour laquelle on l'appelait la «Petite Yougoslavie». Lorsqu'en 1992 le principe constitutionnel du consensus a été violé parce que les Musulmans et les Croates se sont prononcés en faveur de la séparation et ont ignoré l'option des Serbes de rester à l'intérieur de la Yougoslavie, la guerre civile a éclaté. L'Accord de paix de Dayton n'a été un succès uniquement parce qu'il a confirmé de nouveau le principe de l'égalité des trois peuples constituant, l'égalité des deux unités (la Fédération musulmano-croate et de la République Srpska) et le principe du consensus.⁴ Ces principes fondamentaux ont été ancrés dans la Constitution qui représente une partie intégrale de l'Accord.

«La Serbie et la nation serbe ont de tous temps fait partie intégrante de l'Europe, de sa culture, de son développement et de sa civilisation. Il en est de même aujourd'hui et, à mon avis, cela restera ainsi aussi à l'avenir. Les peuples ont de profondes racines et une stature qu'on ne peut transformer du jour au lendemain. A mon avis, il serait heureux de cesser de considérer les Serbes et la Serbie au travers de préjugés et de caractérisations partiales et de les remplacer par une analyse équilibrée et impartiale.»

La source principale de la crise actuelle est dans l'effort des dirigeants musulmans à Sarajevo d'abolir le principe du consensus et de créer un Etat unitaire sous leur suprématie. En outre, ils veulent changer la répartition du territoire qui est garantie par l'Accord de Dayton selon lequel la Fédération musulmano-croate contrôle 51% et la République Srpska 49% de tout le territoire. Pour rendre le problème encore plus difficile, les Musulmans continuent de bénéficier pour leurs exigences, évidemment à l'encontre des *Accords de Dayton*, du soutien de quelques centres décisionnels, en premier lieu de Washington et de Berlin. Pourquoi veulent-ils continuer à affaiblir la République Srpska et renforcer les Musulmans, je préfère ne pas faire de commentaires là-dessus. Ces centres mettent même sous pression les dirigeants serbes afin qu'ils disciplinent les dirigeants de Banja Luka pour qu'ils acceptent contre leurs intérêts garantis internationalement une révision de Dayton et de la Constitution. La Serbie, comme garant des Accords de Dayton n'a premièrement pas le pouvoir d'octroyer quoi que ce soit aux dirigeants de la République Srpska et deuxièmement ce n'est pas dans l'intérêt de la Serbie d'affaiblir la République Srpska et de provoquer ainsi des tensions internes et une nouvelle spirale de tensions ethniques ou même de combats dans son voisinage.

Je crois qu'il faudrait laisser à la Bosnie Herzégovine de trouver des solutions politiques qui correspondent aux intérêts des trois peuples constituants et des deux unités tous égaux en droits. L'Accord de Dayton n'est pas parfait. Mais il n'existe probablement pas de meilleur compromis. Bruxelles prétend qu'une centralisation du pouvoir à Sarajevo augmenterait l'efficacité de l'administration étatique. Les auteurs de cet avis semblent ne pas voir que c'était le principe du consensus et de la décentralisation qui avait conduit au rétablissement de la paix et au maintien de l'intégrité étatique et qui a éveillé un sentiment de liberté et de démocratie. Finalement, je pense que le Bureau du Haut Représentant, après avoir exercé pendant 17 ans en même temps des tâches législatives, exécutives et judiciaires, est devenu un anachronisme et devrait être dissolu. La Bosnie Herzégovine est le seul membre de l'ONU (et même membre du Conseil de sécurité), de l'OSCE et d'autres organisations où le Haut Représentant édicte des lois et congédie des présidents, des Premier ministres et des ministres.

La Serbie, un petit pays qui aime la paix qui n'a ni une histoire impériale, ni des ambitions impériales, devrait à notre avis rester aujourd'hui un pays neutre, à l'instar de la Suisse. En ce qui concerne les droits de l'homme nous nous engageons pour les buts de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU de 1948, qui exige le respect de tous les droits de l'homme aussi celui de la coopération.

Mes collègues d'«Horizons et débats» ont déclaré un jour que la Serbie était une épine dans la conscience du monde occidental. Qu'en pensez-vous?

Ce que je peux dire, c'est que les dirigeants et les politiciens de certains pays européens étaient loin d'être neutres, constructifs ou moralement corrects pendant la crise yougoslave et kosovare. Quelques-uns ont soutenu et participé activement à l'agression de l'OTAN, ce qui a provoqué de sérieux problèmes pour toute l'Europe. En commun avec les Etats-Unis, ils avaient connaissance du financement, de l'entraînement et l'armement des terroristes albanais et des séparatistes au Kosovo et Métochie de la part de leurs Etats. Des documents du Conseil de

sécurité le confirment.⁵ Je ne suis peut-être pas tout à fait impartial mais je suis certainement sincère. A mon avis, il y a peu de choses dont l'Europe peut être fière au cours de ces 20 dernières années concernant son rôle envers la Serbie et les Serbes. J'ai été surpris de l'ampleur des déformations, des doubles standards et des prises de position immorales de certains politiciens européens qui représentent les valeurs et la civilisation européennes. Et il serait superflu d'en parler aujourd'hui, si l'on avait tiré les leçons du passé. Malheureusement, les nouveaux politiciens de ces pays mènent la même politique avec les mêmes méthodes malhonnêtes envers la Serbie. Les gouvernements de grands pays occidentaux initient une campagne de propagande abominable contre la Serbie reposant sur des préjugés, des inventions mensongères et même de simples mensonges. Je me rappelle par exemple encore de l'invention de toute pièce du soi-disant «Plan Fer-à-cheval» par le ministre allemand de la défense *Rudolf Scharping*.⁶ Le soi-disant massacre de civils à Raçak, qui a servi comme justification pour le début de l'agression militaire, s'est avéré comme fausse. Le rapport avec les résultats d'une équipe internationale d'experts de médecine légale sous la direction du médecin finlandaise *Helen Ranta* qui a agi sous le contrôle de l'UE n'a jamais été publié. Il semble qu'il se soit perdu quelque part à Bruxelles!⁷

Quelles sont les leçons qu'on peut tirer de l'agression de l'OTAN pour vous et pour le monde?

L'agression de l'OTAN contre la République fédérale de la Yougoslavie de 1999 a été un modèle des nouvelles guerres de conquête sous le slogan de l'«intervention humanitaire». C'était une guerre de conquête pour prendre à la Serbie ses provinces du Kosovo et Métochie et pour y stationner, pour des raisons stratégiques, des troupes des Etats-Unis. C'était un précédent et d'autres ont suivi. A mon avis, il est actuellement tout aussi inacceptable de vouloir exporter le système de société capitaliste qui repose uniquement sur la doctrine de Washington, comme cela a été le cas au cours des années 1960 concernant l'exportation du système socialiste, reposant sur la doctrine de Moscou. La liberté de choix devrait être le droit souverain de chaque pays. Il n'est pas juste de diviser les peuples comme si Dieu avait donné le droit à quelqu'un de décider de ce qui est bon pour toutes les autres nations du monde. L'histoire nous a appris, au moins en Europe, qu'une telle idéologie est la source d'un grand danger.

Quelle solution voyez-vous pour la question du Kosovo?

Les problèmes du Kosovo et Métochie sont vieux comme le monde et sont profondément ancrés. La province est le berceau de l'Etat serbe, de la culture serbe, ainsi que de la religion et de son identité nationale. On y trouve encore aujourd'hui environ 1300 couvents et églises du Moyen-Age, dont certains ont été déclarés patrimoine mondial de l'UNESCO. Plus de 150 ont été détruits par des vandales et des extrémistes. Il serait trop simple de prétendre que les problèmes de fond se situent dans le domaine des droits de l'homme des Albanais. Pour résoudre les problèmes essentiels, qui se trouvent à mon avis dans la volonté d'expansion territoriale des Albanais, soutenue par les pays occidentaux – en premier lieu par les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne – il faudrait quelque sagesse de la part des acteurs politiques, mais aussi une vision à long terme et de la patience: des qualités qui sont particulièrement déficitaires.

Je reste persuadé qu'il existe une solution reposant sur un compromis sur la base de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité du 10 juin 1999. Cette résolution, comme d'ailleurs de précédentes résolutions du Conseil de sécurité, garantit la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République fédérale yougoslave (détachée de la Serbie) et l'autonomie du Kosovo et Métochie au sein de la Fédération yougoslave et de la Serbie. Entre-temps on a commis de nombreuses fautes graves, notamment de la part de ce qu'on appelle la communauté internationale, y compris l'UE, de même que de la part des autorités serbes. On peut considérer ces erreurs comme une déviation grave de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU. En mars 2008, les dirigeants albanais à Pristina ont déclaré la sécession unilatérale et illégale de la province par rapport à la Serbie et ont déclaré la prétendue République du Kosovo. Alors même que la province se trouve toujours sous le mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, cette dernière n'a pas réagi. Les Etats-Unis, l'Allemagne, la Turquie et la Grande Bretagne ont reconnu immédiatement la séparation. Jusqu'à présent 22 des 27 membres de l'UE⁸ ont suivi le mouvement. La Serbie n'a pas reconnu la séparation de 17% de son territoire, et je pense que cela ne se fera pas à l'avenir. La plupart des membres de l'ONU, dont deux des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, la Russie et la Chine, ne l'ont pas reconnue.

L'année dernière, un dialogue entre représentants de Belgrade et de Pristina concernant quelques aspects concrets qui touchent à la vie quotidienne de la population a été entamé sous le patronage de l'UE. C'est probablement bien, dans la mesure où cela n'est pas un préjudice négatif pour le problème principal – le statut de la province comme il est prévu dans la Résolution 1244. Personnellement, je souhaite que le dialogue débouche sur un calendrier assurant le retour libre de 250'000 Serbes et autres Non-Albanais dans leurs foyers, lesquels vivent actuellement dans des conditions misérables dans différentes villes de Serbie et du Monténégro. Malheureusement, cette question ne trouve pas place dans l'ordre du jour, en partie du fait de l'absence d'intérêt de la part de Pristina, mais aussi suite à la politique des deux poids deux mesures de l'Occident.

Une solution imposée à la Serbie par la force ou par chantage n'est guère possible. Je ne pense pas que le «marché», dont on parle dans certains pays occidentaux, d'échanger le territoire (Kosovo) contre l'adhésion à l'UE (de la Serbie) et davantage d'investissements de l'étranger – qui serait logique vu l'état de délabrement de l'économie serbe – soit viable. Ce ne serait pas honnête, pas équilibré. Il serait inacceptable pour les Serbes, quand on connaît leur histoire, leur culture et leur fierté.

Quelles sont les relations de la Serbie avec l'UE?

L'UE est traditionnellement le principal partenaire économique de la Serbie. Les relations historiques, sociales et culturelles restent très fortes. Des centaines de milliers de Serbes et leurs descendants vivent et travaillent dans des pays membres de l'UE. La Serbie est candidate pour l'adhésion à l'UE. C'est ce qui se reflète dans la politique de la «carotte et du bâton» envers la Serbie dans une liste infinie de conditions qu'on n'avait jamais posées aux candidats et qu'on ne leur pose toujours pas. L'UE exige que «la Serbie normalise ses relations avec le Kosovo». Lorsque Belgrade réagit, en déclarant ne jamais accepter de reconnaître le Kosovo, les commissaires de Bruxelles prétendent qu'il n'en est pas encore question et que l'UE ne réclame que le système de contrôle des frontières intégré (Integrated Border Management IBM) aux abords du Kosovo, la signature d'un accord de bon voisinage, l'échange de diplomates, que la Serbie n'empêche pas l'adhésion du Kosovo à l'ONU, etc.! Remarquez l'étendue de cette hypocrisie. On n'exige pas des notes diplomatiques ou d'autres prises de position écrites concernant une reconnaissance, mais des relations telles que celles entre Etats souverains!

Je soutiens une coopération étroite entre la Serbie et l'UE dans tous les domaines, où il

L'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie de 1999

par Milica Radojkovic-Hänsel

Il y a 14 ans – après les négociations de Rambouillet et Paris entre le 6 et le 23 février 1999 – les médias globaux ont informés le public, que «la délégation serbe n'a pas accepté l'accord offert et qu'elle l'a qualifié de 'nul et non advenu'». Les médias insinuaient, que la soi-disant groupe de contact pour la Yougoslavie soutenait prétendument cet accord. Cette commission était composée de quatre pays membres de l'OTAN et de la Russie; mais la Russie refusait d'approuver la partie militaire (annexe B) de cet accord – un fait qui à été caché par les informations des médias.

Qu'est-ce qui c'est réellement passé à Rambouillet et Paris et quels sont les termes exactes de l'«annexe B»? *Madeleine Albright*, la ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis d'alors, a prétendu que «la partie militaire de l'accord était pratiquement le noyau de l'accord offert à Rambouillet», lequel était inacceptable pour la délégation de la République fédérale de Yougoslavie.

Zivadin Jovanovic, le ministre des Affaires étrangères yougoslave d'alors, a déclaré dans son interview avec le quotidien de Belgrade

«Politika» du 6 février 2013, qu'«à Rambouillet, il n'y a eu ni de tentative d'atteindre un accord, ni des négociations, ni un accord». La délégation yougoslave avait été invitée à Rambouillet afin de participer aux négociations avec la délégation albanaise du Kosovo.

Il semble exact, qu'il n'y a effectivement pas eu de négociations. Cette conclusion peut être tirée suite aux diverses prises de position de quelques représentants occidentaux, entre autres du président d'alors de l'*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)*, du ministre des Affaires étrangères norvégien.

L'information partisane de la presse occidentale et les affirmations partiales des politiciens occidentaux concernant «l'échec des négociations suite au refus du document politique demandant une large autonomie du Kosovo» par les représentants yougoslaves, poursuivait le but de préparer l'opinion public à une agression militaire du *Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)*, qui était déjà planifiée pour octobre 1998, mais qui fut, pour des raisons évidentes, reportée au 24 mars 1999. La seule chose vraie est que la délé-

gation yougoslave a prié à plusieurs fois de pouvoir négocier – ce qui ressort des messages écrits transmis aux négociateurs lors des pourparlers – des négociations directes entre les délégations yougoslave et kosovare. Les documents officiels prouvent ce fait. *Christopher Hill*, le représentant américain lors de ces négociations, a prétendu dans sa réponse à de telles demandes, que la délégation du Kosovo «ne voulait pas de négociations directes». «Ainsi, il était clair pour nous tous, que le dialogue directe ne convenait pas aux Américains et que c'était la véritable raison pour laquelle le contact direct n'a pas eu lieu», a déclaré Jovanovic et d'ajouter: «Il n'est point croyable que dans une situation, dans laquelle les Américains auraient vraiment voulu des négociations directes, la délégation du Kosovo n'aurait pas accepté cette demande.»

Les médias du monde et les représentant occidentaux ont sciemment mal interprété le refus prétendu de la Yougoslavie, de «l'établissement de troupes pour le maintien de la paix au Kosovo (et Métochie)». La vérité par contre est que la délégation yougoslave avait

accepté les parties politiques du projet d'accord de Rambouillet, mais pas son «annexe B» avec les points 2, 5 et 7, qui proposaient et demandaient l'occupation militaire de tout le territoire de la République fédérale de Yougoslavie d'antan (c'est-à-dire la Serbie avec deux provinces autonomes et le Monténégro). C'est pour cela que l'opinion publique du monde entier a été objet d'une manipulation médiatique, disant que les Serbes «refusaient des troupes de maintien de la paix au Kosovo (et Métochie)».

Mais que sont les «les forces de maintien de la paix» dans la pratique internationale et dans le droit international? Dans la pratique internationale ce sont des troupes administrées par les Nations Unies («Casques bleus»); se sont des troupes, que les pays membres de l'ONU mettent à disposition, ce ne sont pas des troupes de l'OTAN.

Afin de comprendre, ce qui a poussé la république fédérale de Yougoslavie à refuser la partie militaire du document présenté à Rambouillet, il est nécessaire de lire ses dispositions:

«(I) Les personnels de l'OTAN bénéficieront, tout comme leurs véhicules, navires, avions et équipement d'un passage libre et sans restriction et d'un accès sans ambages dans toute la RFY, y compris l'espace aérien, les eaux territoriales associées et toutes les installations; (II) Les personnels de l'OTAN, en toutes circonstances et à tout moment, seront dispensés des juridictions des Parties, concernant toute agression civile, administrative, criminelle ou disciplinaire qu'ils sont susceptibles de commettre en RFY; (III) Les personnels militaires de l'OTAN devront normalement porter un uniforme, ils pourront posséder et porter une arme; (IV) Les Parties pourront, sur simple demande, accorder tous les services de télécommunication, y compris les services de diffusion, nécessaires à l'Opération, tels que définis par l'OTAN. Ceci comprendra le droit d'utiliser les moyens et services nécessaires pour assurer une capacité totale de communiquer, et le droit d'utiliser tout le spectre électromagnétique à cette fin, gratuitement; (V) l'OTAN est autorisée à détenir des individus et, aussi vite que possible, à les remettre aux autorités concernées.»

Les médias du monde, surtout ceux des Etats membres de l'OTAN et les représentants d'alors des Etats-Unis et d'Europe, ont caché le contenu du document militaire, en reprochant aux dirigeants serbes et au président yougoslave «un manque de coopération dans les efforts, de trouver une solution pacifique». Tout comme Rambouillet, «la Conférence de Paris n'était pas une réunion, dans laquelle on aurait pu voir un «effort» sérieux pour arriver à une entente, des négociations ou un accord». L'envoyé américain *Christopher Hill* exigea de la délégation yougoslave uniquement de signer le texte qu'il avait élaboré et mis sur table – selon le principe «Take it or leave it», à expliqué l'ancien ministre *Zivadin Jovanovic*.

Outre les nombreuses condamnations du projet d'accord exprimées par des experts de droit internationaux, l'appréciation du document par l'ancien ministre américain des Affaires étrangères *Henry Kissinger* a trouvé une attention spéciale dans un interview du 27 juin 1999 accordé au «Daily Telegraph» de Londres. Il y a déclaré: «Le texte du projet de l'accord de Rambouillet, qui exigeait le stationnement de troupes de l'OTAN dans toute la Yougoslavie, était une provocation. Il a servi de prétexte pour commencer les bombardements. Le document de Rambouillet était formulé de telle manière qu'aucun Serbe ne pouvait l'accepter.» Ces mots indiquent entre autre, que l'agression de 1999 contre la République fédérale de Yougoslavie était présentée dans les médias occidentaux tel un épilogue, qui se retrouvait dans le lancement de la nouvelle stratégie interventionniste de l'OTAN sous la conduite des Etats-Unis. Cette stratégie a été officiellement introduite lors de la rencontre de l'OTAN à Washington du 25 avril 1999,

Lettre à Monsieur *Gerhard Schröder*, député au Bundestag
Chancelier de la République fédérale allemande
Chancellerie fédérale
Schlossplatz 1, 1017 Berlin
Berlin, le 2 mai 2000

Monsieur le Chancelier,

A la fin de la semaine passée, j'ai eu l'occasion de participer à Bratislava, la capitale de la Slovaquie, à une conférence organisée conjointement par le Ministère des Affaires étrangères des USA et l'*American Enterprise Institute* (l'institut des affaires étrangères du parti républicain) ayant pour thèmes principaux les Balkans et l'extension de l'OTAN.

Des auditeurs de haut rang assistaient à la manifestation, ce dont témoignait la présence de nombreux Premiers ministres ainsi que de ministres des Affaires étrangères et de la Défense de la région. Parmi les nombreux points importants qui ont pu être traités dans le cadre du thème susmentionné, quelques-uns méritent particulièrement d'être cités:

1. Les organisateurs demandèrent la reconnaissance par les alliés, aussi rapidement que possible, en droit international public, de l'Etat indépendant du Kosovo.¹
2. Les organisateurs déclarèrent que la République fédérale de Yougoslavie se situe en-dehors de tout ordre juridique, avant tout de l'Acte final d'Helsinki.²
3. L'ordre juridique européen s'oppose à la réalisation des idées de l'OTAN. L'ordre juridique américain peut plus facilement être appliqué en Europe.
4. La guerre contre la République fédérale de Yougoslavie a été menée pour corriger une décision erronée du général *Eisenhower* durant la Seconde Guerre mondiale. Pour des raisons stratégiques, il fallait stationner des soldats américains dans cette région.³
5. Les alliés européens ont participé à la guerre contre la Yougoslavie pour vaincre de facto le dilemme résultant du «nouveau concept stratégique» de l'Alliance, adopté en avril 1999, et du penchant des Européens en faveur d'un mandat préalable des Nations Unies ou de l'OSCE.
6. En dépit de l'interprétation legaliste subséquente des Européens, selon laquelle il s'est agi, dans cette guerre contre la Yougoslavie, d'une tâche dépassant le champ d'action conventionnel de l'OTAN, nous sommes en présence d'un cas d'exception. C'est évidemment un précédent qui peut être invoqué en tout temps et par tout un chacun, et cela se produira aussi dans le futur.⁴
7. Dans le cadre de l'élargissement de l'OTAN prévu à brève échéance, il s'agit de rétablir, entre la mer Baltique et l'Anatolie, la situation géopolitique telle qu'elle était à l'apogée de l'expansion romaine.⁵
8. Pour réaliser cela, la Pologne doit être entourée au nord et au sud par des Etats voisins démocratiques, la Roumanie et la Bulgarie doivent être reliées à la Turquie par une liaison routière sûre, et la Serbie (probablement pour assurer la présence militaire américaine) doit durablement rester en marge du développement européen.
9. Au nord de la Pologne, il s'agit de maintenir un contrôle total de l'accès de Saint-Petersbourg à la mer Baltique.⁶
10. Dans chaque processus, la priorité doit revenir au droit à l'autodétermination, avant toutes autres dispositions et règles du droit international public.⁷

11. La constatation que l'OTAN avait agi contre toutes les règles internationales et avant tout contre les clauses impératives du droit international en attaquant la République fédérale de Yougoslavie, ne rencontra aucune opposition.⁸

Vu les participants et les organisateurs, on ne peut s'empêcher, à l'issue de cette manifestation qui s'est déroulée en toute franchise, de procéder à une évaluation des déclarations faites à cette conférence.

La partie américaine semble vouloir, dans le contexte global et afin d'imposer ses buts, consciemment et volontairement faire sauter l'ordre juridique international résultant de deux guerres au dernier siècle. La puissance doit primer sur le droit. Là où le droit international fait obstacle, on l'élimine.

Lorsqu'un développement semblable frappa la *Société des Nations*, la Seconde Guerre mondiale pointait à l'horizon. On ne peut qu'appeler totalitaire une réflexion qui considère ses propres intérêts de façon aussi absolue.

*Veillez agréer, Monsieur le Chancelier,
l'expression de mes sentiments distingués.*

Willy Wimmer

Membre du Bundestag

*Président du groupement régional de la CDU du Bas-Rhin,
Vice-président de l'assemblée parlementaire de l'OSCE*

Les notes de bas de page sont de *Andreas Bracher* (cf. sources).

¹ Jusqu'à présent, le Kosovo constitue formellement une province de la Serbie qui elle-même est une république faisant partie de la Yougoslavie. Le maintien de ce statut avait été une condition préalable à la fin de la guerre dite du Kosovo de juin 1999. Officiellement, le maintien de ce statut fait jusqu'à aujourd'hui partie du programme de l'occident.

² L'Acte final d'Helsinki: l'ordre dit de la CSCE, qui en avait établi en 1975 les bases pour une vie communautaire des Etats en Europe. Parmi ces bases figurait entre autres l'inviolabilité des frontières.

³ Cela semble se rapporter à l'invasion des alliés durant la Seconde Guerre mondiale. *Churchill* avait demandé entre autres une invasion alliée dans les Balkans. Au lieu de ça, *Eisenhower* ordonna, en tant que chef suprême des forces alliées, un débarquement en Sicile (1943) et en France (1944). Par conséquent, il n'y a pas eu de forces d'occupation occidentales dans les Balkans.

⁴ L'OTAN a mené la guerre du Kosovo de 1999 sans mandat de l'ONU. Un pareil mandat aurait correspondu aux desiderata des gouvernements européens, mais pas à ceux du gouvernement américain. Celui-ci aimerait agir de façon aussi autoritaire que possible et sans restrictions internationales. Ce qu'on entend manifestement sous points 5 et 6, c'est que dans cette guerre, a) les Etats européens ont surmonté leurs engagements envers leurs opinions publiques par rapport au mandat de l'ONU et b) que cela a créé un précédent pour des engagements futurs sans mandat de l'ONU.

⁵ L'Empire romain n'a jamais atteint la mer Baltique. Pour autant que *Wimmer* ait rendu correctement les déclarations, on entend apparemment d'une part l'empire romain, d'autre part l'Eglise de Rome.

⁶ Cela signifie donc qu'il faut couper la Russie de son accès à la mer Baltique et l'écarter ainsi de l'Europe.

⁷ L'accent mis sur le droit à l'autodétermination montre à nouveau le wilsonianisme américain – d'après l'ancien président *Woodrow Wilson* – qui était, selon *Rudolf Steiner*, un adversaire essentiel lors de la fondation de la triarticulation sociale. *Steiner* considérait que c'était un programme de «la destruction de la vie communautaire des peuples européens». Celle-ci permet le démantèlement de presque tous les Etats européens par la mise en exergue des «problèmes de minorités».

⁸ Il semble que ce sont là des réactions à des remarques de *Wimmer*. Les participants à la conférence étaient parfaitement conscients de ces atteintes aux clauses du droit international public, mais elles leur étaient indifférentes.

Source: Copie de l'article «Was will die westliche Balkanpolitik?» avec les remarques d'*Andreas Bracher* in: *Der Europäer* Jg. 6, Nr. 1, Nov. 2001.
www.perseus.ch/PDF-Dateien/bracher-wimmer.pdf

(Traduction *Horizons et débats*)

Dix ans déjà!

Extrait des actes du Congrès intitulé «Nato Aggression. The Twilight of the West»

La deuxième partie intitulée «Messages et discours de bienvenue» contient tous les messages de différents contacts, sous forme de discours de bienvenue ou de meilleurs vœux pour un travail couronné de succès lors de cette conférence vouée à la condamnation du crime d'agression, qui ne devrait jamais et nulle part se répéter, et qui ne devrait jamais tomber dans l'oubli. Nous avons obtenu 15 tels messages et discours de bienvenue. Ils nous sont parvenus du monde entier, de l'Inde, du Brésil, de la Palestine, de la Biélorussie ainsi que de la France et de la Grèce. Ils ont une signification et un poids durables. Ceux parmi nous auxquels la préparation et la mise en œuvre de la conférence et l'établissement de ces actes de Congrès ont été confiés, ressentent la plus profonde gratitude envers les auteurs de ces contri-

butions. Ils ont exprimé leur soutien et leur compassion envers notre pays et notre Nation pour la souffrance à laquelle nous étions exposés et pour sa révolte héroïque contre l'adversaire incomparablement plus fort. Chacun de ces messages et discours de bienvenue est extrêmement important et précieux. Nous ne les comparons pas et ne les évaluons pas.

Après cette remarque, j'en choisirai un comme exemple, non pas parce qu'il est meilleur ou plus précieux que les autres, mais parce qu'il contient – pour nous et le monde entier qui pense de manière libérale – un symbolisme particulier. Il s'agit du message de *Pierre-Henri Bunel*, major de l'armée française, qui, à la veille de l'agression de l'OTAN en Serbie, a communiqué à un diplomate serbe ses connaissances sur certains aspects secrets

des intentions criminelles de l'OTAN. Ainsi il a apporté là une contribution inestimable qui a permis de réduire le nombre des victimes serbes. Pour cette action héroïque, le brave major Bunel a passé quelque temps en prison. Nous pouvons mieux comprendre le sens de son message et l'éthique de son auteur en considérant le titre qu'il a donné à sa contribution: «Message au pays des héros qui ont résisté aux bombes tueuses». Ce message se passe de commentaires. C'est pourquoi il ne nous reste qu'à dire: nous vous remercions, courageux major. Votre action servira de modèle aux générations futures parce qu'elle montre comment l'honneur, la dignité et la lutte pour la justice peuvent surmonter toute peur et toute perte.

(Traduction *Horizons et débats*)



ISBN 978-86-83965-35-9

Les peuples qui n'ont pas d'histoire n'ont pas d'avenir

par *Pierre-Henri Bunel*, commandant, France*

Il y a dix ans, commençait une opération d'agression de l'OTAN contre un peuple fier et libre, le peuple serbe. Ce drame intervenait avec la complicité d'une partie des opinions publiques abusées par la propagande de l'OTAN et de ses satellites!

Pour avoir pris part à une action qui visait à empêcher une telle forfaiture, c'est de l'intérieur d'une prison française que j'ai suivi tous les épisodes de cet événement qui frappera d'opprobre ses coupables pour une longue période de l'histoire. J'ai senti devant ce crime annoncé un double sentiment de honte et de fierté.

D'abord la honte: celle de voir mon pays s'engager volontairement dans cette trahison. Une trahison envers lui-même d'abord, parce que les raisons invoquées ne reposaient sur rien, parce que participer à cette infamie ne pouvait pas servir le peuple français et enfin, et c'est peut-être le plus grave de l'affaire, parce que nos dirigeants trahissaient ainsi une amitié traditionnelle fondée sur l'héritage de l'histoire.

En bombardant Belgrade, comme l'avaient fait les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, les «alliés» ne pouvaient que ternir fortement leur image pour les temps à venir.

Mais j'ai aussi senti un sentiment de fierté. J'avais appris à connaître le peuple serbe pendant mon déploiement en Bosnie-Herzégovine. Certes, la situation des Serbes de Bosnie-Herzégovine était difficile, mais ils ont toujours fait montre de loyauté à leur

* *Pierre-Henri Bunel*, commandant des Forces armées françaises, à l'époque de l'opération d'agression de l'OTAN, il était représentant français auprès du comité militaire de l'OTAN à Bruxelles.

parole dans tout ce que les forces d'occupation leur demandaient. Il ne s'agissait pas de basse «collaboration» mais de respect de la parole donnée, entérinée par la signature du diktat de Dayton. Ils sont les seuls à avoir fait preuve de tant de courage et de loyauté en cette période qui était déjà fort peu glorieuse pour les complices de l'OTAN.

Et dans ma prison parisienne, je ne pouvais que ressentir un sentiment d'amitié envers les Serbes injustement frappés pour avoir voulu défendre leur existence, leur culture et leur liberté. Pour avoir défendu leurs droits les plus élémentaires, en somme. J'ai été fier de voir ces patriotes se masser sur les ponts sous les bombardements pour servir de boucliers humains à leur patrie bien aimée.

Au cours de ma détention, j'ai reçu de nombreux témoignages de sympathie venant des Serbes de France, mais aussi de Serbie. J'ai dans mon bureau une carte postale représentant des militaires serbes et français lors de la campagne des Balkans en 1918. Sur cette carte postale, il est écrit, en serbe: *Srpski i francuski oficiri u I svetla skom ratu* et, en français dans une cartouche «Merci, mon commandant *Pierre-Henri Bunel*! La Serbie prie le Dieu pour toi en ce mars 1999. Il s'agit de la carte n° 188 des Editions Francophiles 1999 et porte la signature du professeur *Branko Vasiljevic*.

Lorsqu'en 2003, mes amis *Yves Bataille* et *Mila Aleckovic* m'ont invité à venir à Belgrade, et que le directeur des Editions *Gutenberg Galaksija*, *M. Mile Bavrlic*, a bien voulu éditer en serbe mon livre «Nato Crimes» [Crimes de guerre à l'OTAN], j'ai enfin pu venir rendre visite à ce pays que

j'aime tant et rencontrer les héros qui ont résisté aux bombes tueuses.

J'ai aussi pu franchir la rivière *Ibar* qui coule en direction de *Kosovska Mitrovica*, sous les regards haineux d'Albanais, mais sous la protection des Serbes restés sur la rive nord. J'ai alors mieux compris combien mon pays d'Ariège, dans les montagnes du Sud de la France, est proche de cette province du Sud de la Serbie. Proche par ses montagnes, proche par ses habitants qui sont eux aussi habitués au dur travail de l'agriculture de montagne, aux hivers rudes. Les gens de mon pays ont eu, eux aussi, à lutter contre des envahisseurs venus du Nord et le haut lieu de *Montségur* est pour nous autres *Pyrénéens* comme *Kosovo Polje* pour la nation serbe.

Mais la forfaiture a continué avec l'acceptation par des satellites de Washington de l'indépendance de la province serbe du Kosovo et de la Métochie. Mais la France aussi a connu des périodes sombres de son histoire. Elle aussi s'est trouvée amputée de l'Alsace et de la Moselle par les hordes germaniques. De 1940 à 1945, elle aussi a été envahie. Et nous en sommes sortis.

Certes, on peut penser que la France est à nouveau sur une pente dangereuse. Mais, à elle comme à la Serbie, il reste un espoir. Les mêmes forces qui ont conduit à la mutilation de la Serbie et qui conduisent à la mutilation de la France, vont provoquer des insurrections et des révoltes dans nos deux pays. Mais il faut pour cela que la jeunesse serbe et la jeunesse française ne se laissent pas aveugler par les mirages de la société de consommation.

Les peuples qui n'ont pas d'histoire n'ont pas d'avenir. En revanche, ceux qui savent conserver leurs traditions, tout en prenant dans le modernisme des éléments positifs, ceux qui savent garder la conscience de ce qu'ils sont, de ce que les ont faits leurs pères, ceux-là ont de l'avenir.

L'évolution du monde prouve que les modèles que prônent nos ennemis sont éminemment fragiles, parce qu'ils reposent sur la mollesse et la paresse. Dans le monde qui se dessine, l'avenir sera à ceux qui sont durs à la tâche, modestes et pas compliqués. C'est notre devoir, à nous adultes de montrer le droit chemin à nos enfants. Guidés par nos dirigeants spirituels, mais à la force de notre énergie, il nous appartient de reprendre les rênes de nos destins.

Vous, les Serbes, êtes courageux, vous l'avez montré au cours de votre histoire et au moins depuis la Bataille du *Champ des Merles* – *Kosovo polje*. Aujourd'hui, vous n'êtes pas seuls, même si vos frères des combats futurs sont encore opprimés et contraints au silence.

La foi en Dieu, en la patrie et la tradition est la source de l'avenir glorieux et de notre honneur.

Aujourd'hui, en ce dixième anniversaire de ces horreur qui auront bientôt une fin, je voudrais vous dire à tous mon amitié et l'amour que je vous porte.

Gloire et longue vie au peuple serbe!

*Votre ami, votre frère,
Pierre-Henri Bunel*

(Traduction *Horizons et débats*)

«Jovanovic: «L'agression de l'OTAN ...»»

suite de la page 2

Il y a de l'intérêt pour les deux, sans obstacles: la libre circulation des marchandises, des capitaux, des personnes et des informations. Considérant le fait que l'UE ne traite pas la Serbie comme un partenaire souverain, la Serbie devrait adopter une politique de bon voisinage avec l'UE et mettre de côté la politique actuelle, qui définit l'adhésion à l'UE comme seule solution. Il n'est pas dans l'intérêt de la Serbie de lâcher trop pour recevoir moins. Un esprit d'ouverture et de coopération sans obstacles administratifs, ainsi que des relations de bon voisinage entre la Serbie et l'UE seraient une base saine pour l'avenir à moyen terme.

Comment l'Allemagne, la Suisse et d'autres pays européens pourraient-ils contribuer à améliorer le sort de votre peuple?

La meilleure voie pour apporter un soutien à la Serbie, mais aussi à la compréhension mutuelle en Europe et revenir aux vrais valeurs de notre civilisation, consiste dans le fait de toujours dire la vérité et de s'opposer à toutes les formes de déformations, de demi-vérités et d'immoralités. La Serbie et la nation serbe ont de tous temps fait par-

tie intégrante de l'Europe, de sa culture, de son développement et de sa civilisation. Il en est de même aujourd'hui et, à mon avis, cela restera ainsi aussi à l'avenir. Les peuples ont de profondes racines et une stature qu'on ne peut transformer du jour au lendemain. A mon avis, il serait heureux de cesser de considérer les Serbes et la Serbie au travers de préjugés et de caractérisations partiales et de les remplacer par une analyse équilibrée et impartiale.

Nous avons appris que le «Belgrade Forum» sera hôte d'une importante conférence internationale à Belgrade même en mars prochain.

Ce Forum et quelques autres associations indépendantes et sans préjugés en Serbie organisent une conférence internationale sous le titre «Agression, militarisation et crise planétaire» qui doit avoir lieu les 22 et 23 mars 2014 à Belgrade. Cette conférence et quelques autres événements du même type marqueront le 15^e anniversaire de l'attaque de l'OTAN contre la Serbie et servira à honorer la mémoire des victimes. Nous prévoyons d'inviter des scientifiques et des intellectuels d'Europe, mais aussi d'autres pays, qui traiteront des interventions militaires, des augmentations des budgets militaires, de la

militarisation des décisions politiques et de la crise dans le monde, qui n'est, à notre avis, pas seulement une crise financière et économique, mais bien une crise de l'ordre mondial.

Monsieur Jovanovic, nous vous remercions de cet entretien.

¹ Seules la Bosnie et l'Herzégovine ont un gouvernement central, deux gouvernements, un pour chaque entité, et 10 gouvernements cantonaux au sein de la Fédération de Bosnie-Herzégovine.

² «La guerre contre la République fédérale de Yougoslavie fut menée pour corriger une erreur d'appréciation du général Eisenhower lors de la Seconde Guerre mondiale. Pour des raisons stratégiques, il fallait rattraper le stationnement de troupes américaines dans cette région.» Citation de la lettre de *Willy Wimmer*, adressée au chancelier allemand *Gerhard Schröder* le 2 mai 2000.

³ «La force doit primer le droit. Là, où le droit international barre le chemin, il faut l'éliminer.» Citation de la lettre de *Willy Wimmer* au chancelier allemand *Gerhard Schröder* le 2 mai 2000.

⁴ L'Accord de Dayton mit en place simultanément deux entités – la Fédération de Bosnie et Herzégovine (Musulmans et Croates) et la République Srpska – leur remettant tous les droits constitutionnels et les responsabilités fondamentales.

⁵ Le Conseil de sécurité «décide que tous les Etats doivent interdire l'armement et l'entraînement pour

des activités terroristes dans cette région» (Kosovo et Métochie, remarque de l'auteur); cf. résolution du Conseil de sécurité de l'ONU n° 1160 du 31 mars 1998. Ce même Conseil de sécurité «prie les Etats de prendre toutes les mesures conformes à leur droit interne et aux dispositions pertinentes du droit international, pour empêcher que des fonds recueillis sur leur territoire ne servent à des fins contraires à la résolution 1160 (1998)»; cf. résolution du Conseil de sécurité de l'ONU du 23 septembre 1998, art. 12.

⁶ Le ministre de la Défense allemand *Rudolf Scharping* présenta lors d'une conférence de presse du 7 avril 1999 le prétendu plan des forces armées yougoslaves pour un nettoyage ethnique des Albanais au Kosovo et Métochie. Les services secrets allemands n'ont pas confirmé l'existence de ce plan et finalement, il ressortit que c'était un faux.

⁷ Il se passa quelque chose de semblable avec le rapport de *Yasushi Akashi*, représentant spécial pour la Bosnie et Herzégovine de mai 1992. Ce rapport mit en évidence deux aspects importants: premièrement que la plus grande partie de l'armée yougoslave avait été retirée et que, deuxièmement, le retrait de Bosnie de l'armée croate n'avait pas eu lieu. Toutefois, ce rapport ne fut pas distribué aux membres du Conseil de sécurité jusqu'au 30 mai 1992, jour où la résolution n° 757 du Conseil de sécurité décidait de graves sanctions contre la République fédérale yougoslave (cf. rapport du secrétaire général S24049 du 30 mai 1992, al. 6 et 9)

⁸ L'Espagne, la Roumanie, la République slovaque, la Grèce et la Chypre ne l'ont pas reconnue.

Belgrade Forum for a World of Equals

Ne jamais oublier

Document final de la Conférence internationale de Belgrade

organisée les 23 et 24 mars 2009 à Belgrade

Le «Belgrade Forum for a World of Equals», par ensemble avec le Club des généraux et amiraux des Forces armées serbes, ainsi qu'avec d'autres associations indépendantes serbes et le Conseil mondial de la paix, a organisé, à Belgrade, du 23 au 24 mars 2009, une conférence internationale consacrée au sujet «Les objectifs et les conséquences de l'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) – 10 ans après».

La conférence a réuni environ 700 scientifiques et experts du domaine des relations internationales et de la sécurité, provenant de Serbie et de 45 autres pays de tous les continents, à l'exception de l'Australie. Environ 60 participants ont présenté leurs exposés sur les différents aspects de l'agression et des évolutions consécutives.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du Mme Slavica Djukic Dejanovic, porte-parole de l'Assemblée nationale serbe, de M. Petar Skundic, ministre de l'Energie ainsi que de représentants de l'Eglise orthodoxe serbe, des vétérans de guerre, de la jeunesse et d'autres organisations.

M. Ivica Dacic, vice-Premier ministre du gouvernement et ministre de l'Intérieur, a parlé à la Conférence en souhaitant, au nom du gouvernement, la bienvenue aux participants venant de l'étranger.

Le président du Conseil mondial de la paix, Socorro Gomes, et Thanasis Pafilis, le secrétaire général étaient présents comme participants extraordinaires.

Un nombre d'ambassadeurs accrédités à Belgrade et de hauts représentants diplomatiques y ont également participé.

Les participants ont rendu hommage aux victimes du bombardement de 78 jours en

L'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) a été une invasion, planifiée de longue date, visant les objectifs mondiaux suivants: créer un précédent en vue d'autres interventions militaires à dimension mondiale; amener des troupes américaines dans les Balkans, ainsi que l'élargissement de l'OTAN à l'est; l'encerclement de la Russie; la modification de l'ordre juridique international, tel qu'il fut installé après la Seconde Guerre mondiale, en imposant le principe d'après lequel celui qui détient le pouvoir détient aussi le droit; l'installation forcée du système capitaliste néo-libéral; l'affaiblissement de l'Europe et l'atteinte au rôle des Nations Unies. Le but principal consistait à renforcer le concept états-unien de l'ordre mondial unipolaire, avec le but de contrôler toutes les ressources économiques, naturelles et humaines. L'élargissement de l'OTAN en Europe et sur les autres continents témoigne de la volonté des Etats-Unis de devenir le gendarme du capital des entreprises internationales dans le monde entier.

déposant des couronnes au mémorial des victimes de l'agression.

Les débats se sont déroulés dans l'esprit d'amitié, de franchise et de solidarité de tous les organisations et individus luttant pour la paix, le développement et le bien-être.

Les participants de la Conférence de Belgrade se sont mis d'accord sur ce qui suit:

L'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) a été une invasion, planifiée de longue date, visant les objectifs mondiaux suivants: créer un précédent en vue d'autres interventions militaires à dimension mondiale; amener des

troupes américaines dans les Balkans, ainsi que l'élargissement de l'OTAN à l'est; l'encerclement de la Russie; la modification de l'ordre juridique international, tel qu'il fut installé après la Seconde Guerre mondiale, en imposant le principe d'après lequel celui qui détient le pouvoir détient aussi le droit; l'installation forcée du système capitaliste néo-libéral; l'affaiblissement de l'Europe et l'atteinte au rôle des Nations Unies. Le but principal consistait à renforcer le concept états-unien de l'ordre mondial unipolaire, avec le but de contrôler toutes les ressources économiques, naturelles et humaines. L'élargissement de l'OTAN en Europe et sur les autres continents témoigne de la volonté des Etats-Unis de devenir le gendarme du capital des entreprises internationales dans le monde entier.

L'agression a été précédée par la propagation de mensonges et de tromperies, dans laquelle la thèse qu'il fallait «éviter une catastrophe humanitaire» a joué un rôle décisif. Elle a également été précédée par les pseudo-négociations à Rambouillet et la mise en scène du soi-disant «massacre aux civils» de Racak.

L'agression, en combinaison avec ses préparatifs et ses conséquences, est la preuve d'une crise profonde de la moralité et de la civilisation des élites occidentales régnautes, alors que, dix ans après, son effet de boomerang sous forme d'une profonde crise économique mondiale, dont la fin est et reste invisible, les frappent de plein fouet.

Les dirigeants des Etats de l'OTAN sont responsables de l'intervention de forces armées sans le consentement du Conseil de sécurité de l'ONU; ils sont également responsables de la transgression de la Charte des Nations Unies, des actes finaux de l'OSCE d'Helsinki, de la Charte de Paris et d'autres conventions internationales, ce qui revient à un crime contre la paix et l'humanité.

Ils sont responsables de plus de 3500 morts et de plus de 10000 personnes blessées, dont deux tiers sont des civils, de l'emploi d'armes inhumaines et prosrites tels que les projectiles et les missiles à ogives explosives contenant de l'uranium appauvri ainsi que les bombes à sous-munitions.

Ils sont également responsables de la perte en vies humaines et des souffrances qui se sont manifestées être les conséquences de l'agression, ainsi que de la contamination persistante des terres et des eaux, phénomènes causés par l'emploi en masses des projectiles contenant de l'uranium appauvri, ainsi que du bombardement intentionnel de fabriques chimiques, action qui correspond à une guerre chimique.

Et ils sont également responsables des dommages économiques s'élevant à plus de 100 milliards de dollars américains. La Serbie a droit à la réparation de ses dommages de guerre.

L'OTAN est responsable d'avoir omis d'empêcher la destruction et l'anéantissement de monuments culturels serbes au Kosovo et en Métochie, ce qui a amené la destruction de 150 églises serbes et cloîtres médiévaux, dont la plupart se trouvaient sous la protection de l'Unesco.

Il s'agit d'identifier la responsabilité de la montée rapide de la fréquence des maladies cancéreuses, de la perte en vies humaines et des souffrances des dix dernières années, causées par la contamination radiologique et chimique des terres, des eaux, des aliments et de l'environnement en général.

La Serbie a le droit de solliciter et de recevoir la réparation des dommages de guerre; on ne peut pas la priver de son droit et personne n'a le droit de le lui retenir.

On a demandé au gouvernement serbe de désigner le nombre correct des victimes civiles de l'agression de l'OTAN.

On ne doit pas négliger ni oublier, voire camoufler, les effets des armes radioactives et des matières chimiques qui se sont échappées des bâtiments d'entreprises chimiques bombardés intentionnellement par l'OTAN. On a adressé une pétition au gouvernement serbe

Suite page 6

«L'agression de l'OTAN ...»

suite de la page 3

c'est-à-dire en même temps que l'agression contre la République fédérale de Yougoslavie avait lieu.

Avec l'agression contre la République fédérale de Yougoslavie, l'OTAN a muté d'une alliance défensive en une alliance agressive, qui s'octroie le droit d'intervenir partout dans le monde en tant que puissance militaire. En outre, l'estimation des dirigeants yougoslaves en ce qui concerne la politique officielle du pays, était juste, lorsqu'ils disaient qu'un des buts de cette agression, était de créer un préjudice pour des actions militaires sans mandat de l'ONU et en violation de la charte de l'ONU dans le monde entier.

Cet avis a été confirmé lors de la conférence de pays membres de l'OTAN et des candidats à l'adhésion, qui a eu lieu en avril 2000 à Bratislava. La conférence a été organisée seulement quelque mois après l'agression contre la République fédérale de Yougoslavie par le ministère des Affaires étrangères américain et l'*American Enterprise Institute* du parti républicain; parmi les participants il y avait de très hauts fonctionnaires (représentants du gouvernement ainsi que des ministres des Affaires étrangères et de la Défense) des pays membres de l'OTAN et des candidats à l'adhésion. Les sujets principaux à cette conférence étaient les Balkans et l'élargissement de l'OTAN. Dans son résumé écrit de la conférence du 2 mai 2000, qu'il a fait parvenir au chancelier allemand *Gerhard Schröder*, *Willy Wimmer*, alors membre du Bundestag et vice-président de l'*Assemblée parlementaire de l'OSCE* a déclaré, que selon les Etats-Unis l'attaque de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie constituait un précédent, qui – quand toujours on en aura besoin – pourra être utilisé. On le comprenait «bien sûr tel un précédent auquel chacun pourra se référer et le fera». Wimmer a expliqué une des conclusions décisives. Il s'agit d'une confirmation rétroactive, que le véritable but des négociations de Rambouillet n'était pas de rendre possible de quelconques négociations

directes entre les parties concernées (Serbes et Albanais) ou de trouver une quelconque solution politique, mais plutôt de créer un prétexte pour une agression, ce que *Henry Kissinger* a parfaitement signalé («Il a servi de prétexte pour le début des bombardements.»)

Ensuite *Willy Wimmer* fait remarquer dans son message écrit, que [selon l'organisateur lui-même] «la guerre contre la République fédérale de Yougoslavie a été menée pour corriger une décision erronée du général *Eisenhower* durant la Seconde Guerre mondiale.» En conséquence, il fallait que des troupes américaines y soient stationnées pour des raisons stratégiques, afin de compenser, ce qui n'a pas été fait en 1945. Avec la construction de la base militaire *Camp Bondsteel* au Kosovo – la plus grande d'Europe – les Américains ont mis en pratique leur position exprimée lors de la Conférence de Bratislava, disant que «pour des raisons stratégiques, il fallait stationner des soldats américains dans cette région». Dans sa lettre, *Wimmer* affirme aussi (point 1): «Les organisateurs demandent de procéder aussi rapidement que possible au sein des alliés à la reconnaissance d'un Kosovo indépendant au niveau du droit international», pendant que «la Serbie (en tant qu'Etat successeur à la Yougoslavie) doit durablement rester en marge du développement européen», (selon *Wimmer* afin d'assurer la présence militaire américaine dans les Balkans). En outre, *Willy Wimmer* revendique: «La constatation que l'OTAN avait agi contre toutes les règles internationales et avant tout contre les clauses impératives du droit international en attaquant la République fédérale de Yougoslavie, ne rencontra aucune opposition.» (Point 11) Dans son texte il est également écrit: «La partie américaine semble vouloir, dans le contexte global et afin d'imposer ses buts, consciemment et volontairement faire sauter l'ordre juridique international résultant de deux guerres au dernier siècle», c'est-à-dire, que le droit international est considéré comme un obstacle à l'élargissement prévu de l'OTAN. Et *Wimmer* de terminer: «La puissance doit primer sur le droit.»

(Traduction *Horizons et débats*)

L'UE veut équiper et former des terroristes en Syrie

On sait depuis des mois qu'en Syrie a lieu une guerre de suppléants entre l'Arabie saoudite, le Qatar, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Turquie d'un côté, et la Syrie soutenue par la Russie, l'Iran et moralement aussi par la Chine de l'autre. Tout comme le journaliste d'investigation *Thierry Meyssan* a dévoilé à l'encontre des services médiatiques occidentaux, il y a eu dès le début des actes terroristes contre la population syrienne, auxquels des officiers français ont participé – dont 48 ont pu être arrêtés par l'armée syrienne. Aujourd'hui, même les médias sous influence admettent ouvertement que la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite soutiennent les terroristes en Syrie avec des armes, de l'argent, des mercenaires, de la coordination militaire, des conseillers à la sécurité (agents secrets) et par des possibilités de retraite en Turquie. Ainsi les Etats mentionnés se trouvent, selon le droit international, en guerre avec la Syrie bien qu'il n'y ait pas eu jusqu'à présent de déclaration de guerre, nécessaire pour une légitimité en droit international.

Mais si l'UE veut soutenir officiellement les interventions illégales de troupes fran-

çaises et britanniques, cela pose problème à plusieurs égards: d'un côté une intervention contre la Syrie est illégale du point de vue du droit international – le veto de la Chine et de la Russie empêche toute possibilité de guerre officielle – et de l'autre côté les fonctionnaires bruxellois s'arrogent une compétence réservée aux Etats nationaux, c'est-à-dire celle de faire la guerre. C'est dangereux déjà du seul fait que la population européenne n'a guère de possibilité de contrôle sur les fonctionnaires politiques de l'UE. Ce n'est pas sans raison que les armées au sein de véritables démocraties ont été mises sous contrôle parlementaire, au lieu d'être soumises au pouvoir d'un commissariat difficile à contrôler ou d'un dictateur. D'autant plus dangereuse est la situation en Syrie quand on prend en considération la fonction de suppléant de la Syrie et les dangers d'un incendie de grande surface qui pourrait en résulter. (eh)

Source: *Vertrauliche Mitteilungen* n° 4021 du 12/3/13(Traduction *Horizons et débats*)

«Ne jamais oublier»

suite de la page 5

revendiquant de faire élaborer une expertise scientifique indépendante sur tous les effets de l'emploi des armes prosrites, de soutenir un ensemble de mesures susceptibles d'empêcher, dans l'avenir, les effets néfastes de ces armes, et de publier les conclusions de cette analyse.

L'agression des Etats-Unis, de l'OTAN et de l'UE de 1999 a été la première guerre sur sol européen, après la Seconde Guerre mondiale. Ce fut non seulement une guerre contre un ancien Etat souverain européen, mais surtout une guerre contre l'Europe, menée paradoxalement avec la participation de l'Europe elle-même.

Elle fut menée dans une alliance sans précédent entre une organisation internationale d'Etats (l'OTAN) et une organisation notoire terroriste (OVK/UCK).

L'agression fut une erreur historique de l'Occident, un fait qu'on reconnaîtra tôt ou tard avec un retard plus ou moins grand, ses conséquences se répandant sur l'ensemble du XXI^e siècle. Il incombe à l'Occident de s'excuser auprès de la Serbie pour toutes ces victimes et souffrances s'il ne veut pas se voir confronté avec une crise morale et universelle encore plus profonde.

Les participants de la Conférence ont exprimé leur profond respect à l'égard de l'armée yougoslave et serbe, pour son patriotisme, sa professionnalité et sa bravoure lors de la défense de la liberté du pays contre l'attaque des agresseurs.

L'agression s'est poursuivie, au cours des dix ans qui l'ont suivie, avec d'autres moyens tels que le chantage politique, économique et de propagande, le démantèlement de l'armée yougoslave (serbe) et la dissolution de la République fédérale yougoslave.

Le comble de la politique impérialiste et antiserbe fut atteint par la déclaration d'indépendance du Kosovo et de la Métochie, illégale et unilatérale, du 17 février 2008. Cette création criminelle de l'OTAN et de l'UE a été reconnue par les membres de ces dernières, à l'exception de la Grèce, de la Roumanie, de l'Espagne, de la Slovaquie et de Chypre.

La mauvaise gestion de la politique extérieure occidentale a fait du Kosovo et de la Métochie, actuellement dirigés par des chefs terroristes et par un réseau de trafiquants de drogues, un tremplin de l'extrémisme islamique et ainsi la plus grande menace contre la paix et la stabilité en Europe.

La scission du Kosovo et de la Métochie et leur reconnaissance consécutive par la majorité des pays membres de l'OTAN/UE sont une transgression des principes fondamentaux des relations internationales et de ceux qui sont stipulés dans la résolution 1244 du Conseil de sécurité de 1999. Cette résolution, dans sa qualité de décision contraignante, reste entièrement en vigueur, donnant

L'agression contre la République fédérale yougoslave (Serbie et Monténégro) a mis en évidence que l'OTAN représente une alliance ni défensive ni régionale. Elle est une organisation militaire dont le rôle consiste à imposer à la majeure partie des pays moins développés, disposant par hasard de sources énergétiques, de matières premières d'importance stratégique, de marchés importants ou de positions géostratégiques extraordinaires, la dominance globale des pays les plus riches sous la houlette des Etats-Unis. Cette politique d'agression de la part de l'OTAN signifie un véritable danger pour la paix et la sécurité dans le monde.

à la Serbie le droit d'insister sur sa stricte et entière réalisation. Cela se rapporte notamment aux paragraphes concernant la sécurité et la liberté de mouvement de la population serbe restante qui continue à vivre dans des ghettos à barbelés, à la reprise en possession des propriétés privées ou publiques occupées de manière illicite, au droit au retour libre et sûr de 220000 Serbes expatriés et d'autres non-Albanais, ainsi qu'au droit de réinstaller les troupes serbes de l'armée et de la police.

La Serbie ne reconnaîtra jamais cette flagrante violation de sa souveraineté, de son intégrité territoriale et de sa dignité nationale. La Serbie a le droit absolu de défendre, avec tous les moyens légaux, sa souveraineté et son intégrité, comme tout autre pays souverain.

Dix ans après, il est devenu évident que le but direct de l'agression de l'OTAN était de se débarrasser du président légitime de la République fédérale yougoslave, Slobodan Milosevic, pour priver la Serbie de 15% de son territoire, pour empêcher le rôle de la Serbie en tant que représentante des intérêts politiques dans les Balkans et pour la mettre sous le contrôle de l'Occident.

Les mêmes centres de pouvoir qui, lors de la dispersion de la République socialiste fédérale yougoslave dans les années 1992 à 1995, ont joué un rôle décisif, ont continué leur œuvre en mettant en marche l'agression militaire de 1999 et, plus tard en 2006, ont effacé la République fédérale yougoslave.

Après la scission illégale du Kosovo et de la Métochie, ils continuent à inciter et à soutenir, en silence, des forces séparatistes dans d'autres parties de la Serbie. De l'autre côté, l'Occident s'est engagé à réviser l'accord de paix de Dayton et de Paris pour dissoudre la Republika Srpska, en introduisant pas à pas, à l'encontre de l'accord garanti par la Serbie, une Bosnie unie et l'Herzégovine de même.

Dix ans après l'agression de l'OTAN, la majeure partie de l'économie serbe et de ses ressources naturelles est devenue la propriété des pays qui ont participé à l'agression, les troupes états-uniennes et de l'OTAN se voyant rémunérées par le statut diplomatique, c'est-à-dire par des privilèges dont ne jouissent ni l'Armée serbe ni les citoyens serbes dans leur propre pays.

La politique occidentale a débouché sur la formation de sept Etats fantoches, ayant dépecé la Yougoslavie qui avait existé, pendant plus de 70 ans, en tant qu'Etat multinational, relativement aisé. Son morcellement a laissé des milliers de victimes humaines, des relations tendues, une économie en décombres et le problème, toujours non résolu, de plus de 500000 réfugiés et expatriés serbes. La nation serbe a été démontée et, au lieu du statut d'un peuple constituant, les Serbes se sont vus réduits à l'état de minorité sans droit, comme en Croatie.

En tout, la politique occidentale s'est avérée, ces derniers 20 ans, être une politique de vengeance contre la nation serbe. Une telle politique soulève maintes questions sur l'avenir de l'Europe elle-même, notamment face au fait que la Serbie a toujours joué, au cours de l'histoire européenne récente, un rôle constructif. A la fin du XX^e siècle, la Serbie a honnêtement résisté contre une politique de la capitulation et de l'occupation, introduite par une alliance guidée par les Etats-Unis, ce qui ferait tout autre pays souverain.

Les acteurs ont avoué que l'isolement, les sanctions, l'agression militaire et finalement l'encouragement à la scission ont visé également à prouver au monde islamique que l'Occident protégeait les intérêts islamiques dans les Balkans.

Les participants de la Conférence ont constaté que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à la Haye (ICTY) représente le bras prolongé de l'OTAN, son instrument de vengeance. Son but est de protéger les agresseurs, de justifier leurs crimes en déclarant la victime, toute la nation serbe, être la coupable. Le Tribunal n'a montré ni intérêt ni volonté de vérifier les preuves irréfutables des crimes commis par les dirigeants des véritables criminels, à savoir les terroristes albanais et l'OTAN.

Les participants ont revendiqué la dissolution du Tribunal de la Haye, comme étant une instance politique et non pas juridique, se situant en dehors de la loi et en contradiction avec la Charte des Nations Unies. Il ne se trouve aucune base justifiant que l'on accuse la Serbie, le peuple serbe et ses dirigeants pour les guerres civiles des années passées sur le territoire de l'ex-Yougoslavie ou pour les effets causés par le séparatisme et le terrorisme albanais.

La Conférence a exigé la création d'une enquête indépendante sur les causes et les conditions de la mort de l'ancien président de la Serbie et de la République fédérale yougoslave, feu Slobodan Milosevic, et sur les cas de tous les autres Serbes, morts dans des circonstances mystérieuses pendant qu'ils se trouvaient en arrestation au Tribunal de La Haye.

Le déclin économique de la France

En France, la situation économique continue à s'aggraver. Le gouvernement socialiste Hollande maintient son cours destructeur, il ne manque pas seulement de plans convainquants pour «virer de bord», mais aussi de temps pour les mettre en œuvre avant l'arrivée de nouvelles difficultés de paiement. Au lieu d'analyser leurs propres erreurs et de chercher de manière autocritique de nouveaux projets, les fonctionnaires politiques français, emportés par la jalousie, accusent l'Allemagne d'être responsable des problèmes de la France. La résistance allemande contre la déposition inflationniste des épargnants, ainsi que le refus allemand d'un tribut supplémentaire à l'intérieur du système de répartition européen, seraient responsables de la force de l'euro, des faibles recettes de la France, et des produits fran-

Ils se sont indignés face aux récentes pénalités du Tribunal de La Haye contre des dirigeants de haut rang serbes et yougoslaves des domaines politique, militaire et policier, en les désignant comme actes de vengeance. Ils soulignent que le Tribunal avait omis de prouver la responsabilité personnelle de chacun des accusés.

Le soi-disant «Kosovo indépendant» n'est rien d'autre qu'un «Camp Bondsteel» élargi américain et le tremplin de l'expansion militaire en cours en direction de l'Est.

L'agression contre la République fédérale yougoslave (Serbie et Monténégro) a mis en évidence que l'OTAN représente une alliance ni défensive ni régionale. Elle est une organisation militaire dont le rôle consiste à imposer à la majeure partie des pays moins développés, disposant par hasard de sources énergétiques, de matières premières d'importance stratégique, de marchés importants ou de positions géostratégiques extraordinaires, la dominance globale des pays les plus riches sous la houlette des Etats-Unis.

Cette politique d'agression de la part de l'OTAN signifie un véritable danger pour la paix et la sécurité dans le monde.

La construction de bases militaires, poussant comme des champignons, dans les Balkans, en Europe et dans le monde, la croissance constante du budget militaire de l'OTAN et des Etats membre de l'UE et la course aux armements fulgurante doivent cesser. La militarisation du processus de prise de décision politique menace sérieusement la démocratie, entrave le développement social, enfreint massivement les droits de l'homme et prépare la voie en direction du totalitarisme et du déclin de la civilisation.

Les participants de la Conférence de Belgrade ont demandé à toutes les forces de la paix, du droit et de la justice de s'unir dans l'aspiration à l'abolition de l'OTAN, de démonter les bases militaires étrangères et de diminuer les dépenses militaires au profit des gens pauvres et opprimés. Ils ont exprimé leur reconnaissance et leur solidarité à tous les mouvements pacifistes et associations ayant participé à différentes manifestations pour commémorer les victimes et d'autres conséquences de l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999.

La croissance constante des dépenses militaires mène à une autre aggravation de la crise mondiale actuelle. La réduction des dépenses militaires des USA, de l'OTAN et de l'UE et d'autres Etats est la condition-clé pour surmonter la crise mondiale.

Il ne faut pas oublier les crimes de l'OTAN. C'est pourquoi c'est une obligation morale d'engager une procédure pour examiner devant les tribunaux internationaux et nationaux compétents la responsabilité des dirigeants de l'OTAN de l'époque. Cela avec le but de constater des responsabilités concrètes individuelles.

En outre, la Conférence a souligné les initiatives pour l'activation de tribunaux internationaux pour juger ces responsabilités de l'OTAN. Elle a également souligné la fondation du Tribunal international de la conscience humaine pour la garantie de la satisfaction morale des victimes de l'agression et de toute la nation serbe.

La Conférence a constaté que la Serbie n'a jamais adhéré à une alliance militaire; pen-

Suite page 7

Les «Conseils de l'UE» se saisissent du pouvoir direct

L'avidité de pouvoir de l'Union européenne est intacte, les représentants de la «dictature des Conseils de l'UE» cherchent, telle une pieuvre, à obtenir toujours plus de pouvoir direct dans chacun de ses Etats membres. Maintenant, avec la «clause de solidarité» nouvellement formulée et faisant partie du Traité de Lisbonne, on promet l'aide de l'UE à l'intérieur des pays lors de «situations exceptionnelles». Il s'agit là de la mise en pratique de l'obligation des organes de l'UE et de chaque pays membre de s'entraider mutuellement lors d'«événements dommageables» tels décrits dans l'article 222 du Traité de Lisbonne.

Dans une proposition pour la mise en pratique de la «clause de solidarité», élaborée par la Commission européenne et la Haute représentante aux Affaires étrangères et à la Politique de sécurité, il est maintenant question d'une «obligation d'assistance mutuelle» lors de «situations exceptionnelles». L'«état d'urgence» y est défini de façon tellement vague que même des émeutes (politiques), des actes de blocage ou de sabotage peuvent en faire partie. Toute situation qui pourrait avoir «des conséquences dommageables pour les hommes, l'environnement ou les

biens patrimoniaux» peut constituer une raison d'appliquer l'aide mutuelle (en réalité: une ingérence de contrôle également par des organes européens). On entend par là «des situations sérieuses, inattendues et souvent dangereuses, qui exigent des mesures en temps voulu» et qui pourraient «toucher ou menacer des fonctions vitales de la société». Il s'agit d'une définition volontairement large qui – et en cela toutes les voix critiques s'accordent – sera probablement applicable à toutes les évolutions susceptibles de menacer la survie et la toute-puissance de l'actuelle «dictature des Conseils de l'UE».

Il est prévu que la «clause de solidarité» proposée passe en première lecture au Parlement européen début mars. Il faut craindre que les objections des parlementaires européens resteront une fois de plus très limitées. En tout cas les autorités policières européennes («Eurogendfor») accomplissent déjà des exercices correspondants, et actuellement on évalue la «capacité de combattre des émeutes» (!) de chaque Etat de l'UE ... (tb)

Source: *Vertrauliche Mitteilungen* n° 4019 du 26/2/13

(Traduction *Horizons et débats*)

Source: *Vertrauliche Mitteilungen* n° 4021 du 12/3/13

(Traduction *Horizons et débats*)



Le pont de Varvarin (photo dpa)

Le mercredi 20 mars 2013, le procès concernant le bombardement des civils afghans près de Kondôz a débuté à Bonn. En automne 2009, l'officier allemand Klein a donné l'instruction aux avions de combats américains de bombardier un rassemblement de personnes sans nécessité militaire. Lors de cette attaque, plus de 130 personnes ont été tuées ou blessées. Deux avocats de Brême ont porté plainte contre l'Etat allemand et revendiquent des dédommagements pour les victimes de cette attaque aérienne en Afghanistan.

Ce cas rappelle le bombardement par des avions de combats de l'OTAN lors de la guerre violant le droit international contre la République serbe. Un jour férié au printemps 1999, des avions de combats de l'OTAN ont bombardé en deux vagues d'attaques un pont près du village serbe Varvarin sur lequel se trouvaient de toute évidence des civils. Ainsi, ils ont causé la mort de 10 personnes et blessé 17, en partie grièvement. Jusqu'à nos jours, les victimes n'ont pas été dédommées.

Différents articles témoignent de ces événements:

<http://www.dw.de/popul-deutschland-muss-zahlen/a-16683296>

<http://www.dw.de/prozessauftakt-im-kundus-verfahren/a-16680680>

<http://www.n-tv.de/politik/Wer-haftet-fuer-die-Kundus-Toeten-article10321151.html>

<http://www.presseportal.de/pm/47409/2437312/mittel-deutsche-zeitung-afghanistan-anwalt-der-kundus-klager-ist-von-sieg-vor-gericht-ueberzeugt>

«Ne jamais oublier»

suite de la page 6

dant plus de 60 ans, elle était non-alignée, et la Serbie est le seul pays européen victime de l'agression de l'OTAN.

C'est pourquoi les participants ont prononcé leur profonde conviction que la Serbie ne devrait ni rechercher ni accepter l'adhésion à l'OTAN, car il s'agit d'une alliance offensive avec un rôle et des objectifs allant au-delà de l'ONU et qui se trouve à l'en-

contre de l'ordre du droit international en vigueur. On part du principe que la Serbie devrait développer une politique extérieure ouverte et pondérée, ayant de bonnes relations avec les voisins et la coopération avec tous les représentants d'intérêts principaux, y compris les pays non-alignés, et qu'elle reste militairement neutre.

En 2011, la Serbie devrait héberger le sommet des pays non-alignés, à l'occasion duquel le 50^e anniversaire du premier sommet des Etats non-alignés de Belgrade (1961) serait célébré. En même temps, la Serbie devrait rechercher le retour au statut de membre à part entière du mouvement des pays non-alignés.

La Serbie devrait renforcer sa neutralité militaire en aspirant à l'appartenance à part entière au mouvement des Etats non-alignés. Cela contribuerait au renforcement d'autres actions et priorités des affaires intérieures et extérieures de la Serbie, et en même temps ce serait une réponse adéquate au soutien que les pays non-alignés ont donné à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Serbie.

Eu égard au 70^e anniversaire imminent du début de la Seconde Guerre mondiale, les participants ont exprimé leur souci face aux tentatives systématiques de modifier l'histoire de la Première ainsi que de la Seconde Guerre mondiale, et ont condamné à l'unanimité la résurrection du fascisme et du nazisme dans certains pays européens. Ils ont mis en garde que de tels processus, qui ne sont pas dus au hasard, se prêtent à créer des conflits. C'est pourquoi tous les pays sont obligés d'y mettre un terme.

La Conférence a condamné la lutte contre le terrorisme international, dont on abuse pour élargir les intérêts d'une superpuis-

sance ou d'un groupe des plus riches pays. Les doubles standards ne sont pas acceptables dans la lutte contre le terrorisme.

Le Kosovo soi-disant indépendant, le terrorisme albanais et la criminalité organisée représentent la source la plus dangereuse de la déstabilisation des Balkans et de l'Europe. La stabilité dans les Balkans dépend du respect sans exception des directives générales des relations internationales, et en première ligne du principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. La reprise des négociations sur le statut du Kosovo et de la Métochie, en tenant compte de la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, est le seul chemin pour revenir à la paix, à la stabilité et au progrès.

La Conférence a exprimé sa solidarité avec le peuple palestinien, qui a droit à la liberté, à l'indépendance et à son propre pays, tout comme chaque Etat au Proche-Orient. Les occupations illégales de l'Afghanistan et de l'Irak ne se laissent pas du tout justifier et doivent en conséquence être terminées. La Conférence a appelé les gouvernements étrangers respectifs à retirer leurs troupes et à terminer les opérations.

La paix, la sécurité et le développement sont inséparables. L'agression et les soi-disant guerres de basse intensité dans chaque partie du monde menacent d'autres pays, nations et peuples. C'est pourquoi la paix, la sécurité et le développement ne peuvent être atteints que par la plus large coopération possible des mouvements pacifistes et des forces intellectuelles et scientifiques.

La Conférence internationale du Forum de Belgrade, à l'occasion du dixième anniversaire de l'attaque de l'OTAN, est un pas important en direction de ce but.

L'ère de l'ordre mondial unipolaire est en train de s'effondrer. Le processus de la formation d'un ordre mondial multipolaire avance. Les conditions sont favorables pour démocratiser les relations internationales sur la base d'une égalité souveraine de tous les Etats et pour rétablir le respect des principes fondamentaux des relations internationales.

L'appel s'est adressé aux dirigeants des pays du mouvement des non-alignés pour continuer à renforcer l'unité et les moyens d'action ainsi que le rôle des Nations Unies et des principes des relations internationales.

Le processus de l'aggravation de la crise économique mondiale oblige le mouvement des non-alignés à renforcer l'unité pour empêcher les pays les plus riches de transmettre encore une fois la charge des problèmes au monde sous-développé. Le temps est mûr pour l'unité, la responsabilité et l'engagement de toutes les forces pacifiques pour la paix, le développement et l'égalité. La Conférence a été précédée d'une exposition de livres de photos ainsi que d'une rétrospective montrant des films documentaires, qui avait été organisée par l'association d'anciens généraux et amiraux de l'Armée serbe (yugoslave).

Les participants ont exprimé leur estime au «Belgrade Forum for a World of Equals» et leur gratitude pour l'initiative de réaliser cette conférence, pour la très bonne organisation et pour l'hospitalité manifestée.

Source: The Belgrade Forum for a World of Equals. *Nato Aggression. The Twilight of the West*, Belgrad, ISBN 978-86-839 65-35-9

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Éditeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellinger

Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- euros

ISSN 1662 - 4599

© 2013 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».